

Ressources et emplois de la PEEC Données intermédiaires 2016

L'ESSENTIEL

La présente note développe une analyse de la situation financière des organismes collecteurs à fin juin 2016 intégrant à la fois leurs données réelles intermédiaires du premier semestre 2016, et leur actualisation des projections pour la clôture de l'exercice 2016.

Selon les données recueillies, **les ressources de la P(S)EEC sont attendues en baisse de 16,6% en 2016. En intégrant les ressources de l'emprunt CDC, dont la mobilisation en 2016 devrait entraîner une ressource additionnelle de 299 millions d'euros pour l'ensemble des collecteurs, le niveau des ressources P(S)EEC à fin 2016 serait de 3 610 millions d'euros.**

En recul par rapport aux prévisions initiales des CIL, le montant prévisionnel global des emplois directs n'atteindrait plus que 2 510 millions d'euros, tandis que les versements affectés aux politiques nationales devraient s'élever à 1 059 millions d'euros, d'où **un niveau de financement total d'environ 3 569 millions d'euros prévu par les collecteurs.**

La trésorerie globale des CIL, nette de la collecte attendue à la clôture, s'établirait à 477 millions d'euros, en forte baisse par rapport au chiffre de 1 246 millions d'euros observé en 2015.

1	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES INTERMÉDIAIRES DÉCLARÉES PAR LES CIL	2
2	ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES RESSOURCES DE LA P(S)EEC EN 2016	2
3	ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC EN 2016	7
4	SYNTHÈSE COMPARÉE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC	9
5	ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DE LA TRÉSORERIE EN 2016	10

✓ Ce document présente une synthèse de l'exploitation des données intermédiaires 2016 déclarées par les CIL.

✓ Les informations recueillies correspondent aux contenus réglementaires des documents prévisionnels et de gestion (articles L. 612-1 à L. 612-3 du Code de commerce) tels qu'ils doivent être arrêtés par les conseils d'administration, complétés de quelques niveaux de détails supplémentaires pour des besoins de suivi des emplois réglementaires.

✓ Le recueil des données intermédiaires est réalisé annuellement avec un délai de réponse fixé le 15 du mois de novembre de l'année de référence.

1 CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES INTERMÉDIAIRES DÉCLARÉES PAR LES CIL

Les données intermédiaires de l'exercice 2016 devaient être déclarées par les CIL à l'Agence avant le 15 novembre 2016. Cinq organismes n'ont pas transmis en 2015 de déclaration recevable car ils ne respectent pas l'obligation légale d'établissement des documents prévisionnels et de gestion prévus à l'article L.612-2 du Code de commerce. Au 25 novembre 2016, sur les 20 organismes existant sur la période concernée, **14 CIL ont répondu à la fois aux recueils de données prévisionnelles et intermédiaires de manière définitive et exhaustive et ont vu leurs données validées. Ces répondants représentent 74,8% de la collecte obligatoire totale reçue sous forme de subventions en 2015 (données définitives) soit 1 135,9 millions d'euros sur un total de 1 518,0 millions d'euros (voir Tableau 2.1 ci-dessous). Ils constituent le champ réduit présenté dans les différents tableaux. Les données d'un organisme n'ont pas pu être publiées du fait d'une incohérence significative entre la vision budgétaire et la vision financière. Enfin, les cinq organismes n'ayant pas transmis en 2016 de déclaration intermédiaire ne l'avaient également pas fait en 2015.**

L'analyse des tendances attendues pour l'année 2016 développée ci-après concerne les fonds PEEC (Participation des Employeurs à l'Effort de Construction) et PSEEC (Participation Supplémentaire des Employeurs à l'Effort de Construction). Les agrégats présentés dans cette note ne recouvrent pas l'exhaustivité des emplois et des ressources, mais portent sur leurs principales composantes et excluent les flux de gestion courante ainsi que quelques éléments accessoires.

2 ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES RESSOURCES DE LA P(S)EEC EN 2016

Selon les données intermédiaires déclarées par les 14 répondants constituant le champ réduit, **les ressources de la P(S)EEC, hors emprunt, sont attendues en baisse de 1,7% par rapport à 2015** (voir Tableau 2.1 page 3). Cette évolution est cohérente avec la tendance baissière anticipée pour 2016 par les CIL dans leurs déclarations prévisionnelles. La variation observée entre 2014 et 2015 sur les données exhaustives¹ (+2,3%) étant légèrement supérieure à celle calculée à partir des données du champ réduit² (+1,8%), la baisse globale pour les 20 CIL pourrait différer de celle des prévisions communiquées par les 14 CIL déclarants, mais le poids que représente ces derniers devrait l'imiter l'effet marginal des organismes n'ayant pas répondu. L'hypothèse d'une baisse des ressources P(S)EEC hors emprunt des 20 collecteurs proche de la diminution attendue sur le champ réduit (- 1,7%) semble donc raisonnable, soient **des ressources P(S)EEC 2016 hors emprunt pour l'ensemble du secteur qui s'élèveraient à environ 3 320³ millions d'euros, contre 3 377 millions d'euros en 2015.**

Pour les CIL déclarants et selon leurs déclarations, la mobilisation de l'emprunt contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) devrait représenter en 2016 une ressource prévisionnelle nette de 57,1 millions d'euros, soit 89% de moins qu'en 2015. Par ailleurs, **les prévisions actualisées réalisées par l'Agence, à partir de données macro-économiques et du cadrage financier de l'UESL** permettent de prévoir pour l'année 2016 un **niveau de mobilisation de l'emprunt CDC de 299 millions d'euros net des remboursements.** En outre, par

¹ Les données exhaustives correspondent aux données déclarées dans les recueils définitifs (exercices 2014 et 2015) par les 20 organismes actifs au 1^{er} janvier 2016.

² Le champ réduit correspond aux données des 14 CIL ayant répondu aux recueils prévisionnels et intermédiaires de manière définitive et exhaustive.

³ $3\,320 \approx 3\,377,4 * (1 - 1,7\%)$.

rapport à l'enveloppe globale, il subsisterait une marge de 790 millions d'euros non encore mobilisés par l'UESL, soit un montant global de 1 089 millions d'euros mobilisables en 2016⁴.

En intégrant cette mobilisation prévisionnelle de l'emprunt CDC, les ressources P(S)EEC attendues pour l'ensemble du secteur devraient atteindre au maximum un montant arrondi de 3 610 millions d'euros, voire un montant de 4 410 millions d'euros dans l'hypothèse d'une mobilisation de l'intégralité de la marge de manœuvre dont dispose Action Logement.

Tableau 2.1 : Synthèse des ressources de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

Rubriques	Champ réduit (14 CIL)					Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2016	Variation 2016 / 2015	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014
Collecte sous forme de subventions	1 140,94	+ 0,4%	1 135,94	1 123,74	+ 1,1%	1 518,01	1 502,51	+ 1,0%
Collecte brute sous forme de prêts	236,33	+ 0,0%	236,26	228,27	+ 3,5%	323,40	312,76	+ 3,4%
Collecte brute totale P(S)EEC (A)	1 377,27	+ 0,4%	1 372,20	1 352,01	+ 1,5%	1 841,41	1 815,27	+ 1,4%
Remboursement collecte sous forme de prêts	125,61	+ 6,5%	117,96	103,54	+ 13,9%	162,38	137,68	+ 17,9%
Collecte nette totale P(S)EEC (B)	1 251,66	- 0,2%	1 254,23	1 248,47	+ 0,5%	1 679,03	1 677,59	+ 0,1%
Filiales et autres entreprises liées	168,12	+ 4,5%	160,83	155,92	+ 3,2%	201,01	191,84	+ 4,8%
Autres participations	52,95	- 14,0%	61,59	56,76	+ 8,5%	81,47	74,62	+ 9,2%
Autres personnes morales	343,26	+ 14,7%	299,30	286,00	+ 4,6%	407,34	371,13	+ 9,8%
Retours Prêts Personnes morales (C)	564,33	+ 8,2%	521,72	498,68	+ 4,6%	689,81	637,59	+ 8,2%
Retours Prêts Personnes physiques (D)	660,09	- 11,3%	743,79	727,17	+ 2,3%	1 008,58	986,30	+ 2,3%
Retours Prêts (C+D)	1 224,42	- 3,2%	1 265,51	1 225,86	+ 3,2%	1 698,39	1 623,89	+ 4,6%
Ressources P(S)EEC hors emprunt (B+C+D)	2 476,08	- 1,7%	2 519,74	2 474,33	+ 1,8%	3 377,42	3 301,49	+ 2,3%
Ressources d'emprunt nettes (E)	57,08	- 89,0%	518,19	518,13	+ 0,0%	714,52	645,46	+ 10,7%
Ressources P(S)EEC y compris emprunt (B+C+D+E)	2 533,16	- 16,6%	3 037,94	2 992,46	+ 1,5%	4 091,94	3 946,95	+ 3,7%

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2016 ; recueils définitifs exercices 2015 et 2014)

Une baisse de 0,2% de la collecte nette est attendue selon les données des organismes du champ réduit. La variation constatée pour ces organismes en 2015 par rapport à 2014 (+ 0,5%) étant proche de la progression globale observée sur la même période (+0,1%), **la collecte nette totale P(S)EEC attendue en 2016 pour les 20 CIL devrait connaître une légère baisse proche de 0,2% par rapport à 2015 et son niveau devrait avoisiner 1 680 millions d'euros⁵, sachant que les organismes sont usuellement pessimistes sur leurs prévisions de collecte.** Ainsi leurs données intermédiaires 2015 annonçaient une baisse de la collecte de 1,1%, alors qu'elle a progressé de 0,1% d'après les données définitives 2015.

Par ailleurs, les prévisions réalisées par l'Agence, à partir de données macro-économiques, indiquent que **le montant de la collecte nette totale PEEC pourrait atteindre 1 676 millions d'euros en 2016, soit une collecte brute estimée à 1 862 millions d'euros de laquelle se déduisent 186 millions d'euros de remboursements aux entreprises de la PEEC antérieurement reçue sous forme de prêts et qui est à échoir en 2016.** La tendance qui résulte des données macro-économiques est très proche des prévisions des organismes, sachant que les prévisions de l'Agence n'incluent pas la collecte prévue au titre de la PSEEC dont le niveau est non significatif.

Les CIL répondants anticipent une hausse de 8,2% des retours de prêts aux personnes morales par rapport à 2015. La hausse de 4,6% observée entre 2014 et 2015 pour les données du champ réduit étant largement moins forte que l'augmentation globale de 8,2% observée sur la même période, il n'est pas possible de prédire l'évolution des six CIL exclus. En considérant un maintien en 2016 du niveau des retours de prêts observés en

⁴ Le montant pris en compte pour les ressources issues de l'emprunt CDC est l'estimation issue des prévisions réalisées par l'Agence se basant sur un tirage théorique à 3 milliards d'euros

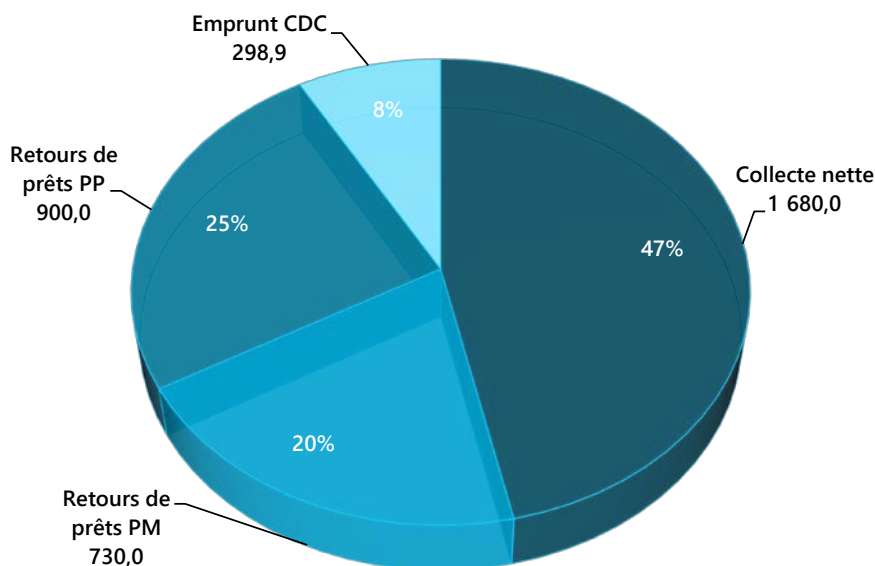
⁵ 1 680 ≈ 1 679,03 * (1 - 0,2%).

2015 pour ces six CIL (168,1 millions d'euros), l'évolution en 2016 des retours de prêts à personnes morales pour l'ensemble des CIL devrait atteindre 730 millions d'euros⁶.

Quant aux retours de prêts à personnes physiques, l'analyse des données du champ réduit permet d'anticiper pour 2016 une diminution de 11,3% par rapport à 2015. La hausse de 2,3% constatée entre 2014 et 2015 pour les CIL répondants étant identique à la hausse globale affichée par les 20 CIL sur la même période, elle permet d'anticiper une baisse de cette ressource analogue à la diminution de 11,3% prévue par le champ réduit. Il en résulterait un niveau des retours de prêts des personnes physiques d'environ 900 millions d'euros⁷ pour l'ensemble des organismes.

Il ressort des prévisions faites par les CIL, et comme on peut le voir dans le Graphique 1 ci-dessous, un montant prévisionnel de ressources arrondi à 3 610 millions d'euros anticipé pour 2016 qui se décompose donc en 1 680 millions d'euros de collecte nette, 730 millions d'euros de retours de prêts aux personnes morales, 900 millions d'euros de retours de prêts aux personnes physiques, et 298,9 millions d'euros d'emprunt.

Graphique 1 : Synthèse des ressources prévisionnelles 2016



Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2016, données en millions d'euros)

Par ailleurs, la comparaison des ressources intermédiaires déclarées par les organismes avec leurs prévisions initiales et leurs données réelles des deux dernières années peut se présenter comme suit.

⁶ 730 ≈ 564,33 + 168,09.

⁷ 900 ≈ 1 008,6 * (1 - 11,3%).

Tableau 2.2 : Synthèse des ressources intermédiaires déclarées

Données en millions d'euros

Rubriques	Champ réduit (14 CIL)							
	Intermédiaire 2016	Prévision 2016		Taux de réalisation au 30/06/2016 (*)	Variation Prévision 2016 ajustée / 2015	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014
		ajustée	initiale					
Collecte sous forme de subventions	38,12	1 140,94	1 139,59	3,3%	+ 0,4%	1 135,94	1 123,74	+ 1,1%
Collecte brute sous forme de prêts	1,38	236,33	234,68	0,6%	+ 0,0%	236,26	228,27	+ 3,5%
Collecte brute totale P(S)EEC (A)	39,50	1 377,27	1 374,27	2,9%	+ 0,4%	1 372,20	1 352,01	+ 1,5%
Remboursement collecte sous forme de prêts	20,87	125,61	124,44	16,6%	+ 6,5%	117,96	103,54	+ 13,9%
Collecte nette totale P(S)EEC (B)	18,63	1 251,66	1 249,83	1,5%	- 0,2%	1 254,23	1 248,47	+ 0,5%
Filiales et autres entreprises liées	73,78	168,12	162,72	43,9%	+ 4,5%	160,83	155,92	+ 3,2%
Autres participations	21,88	52,95	36,99	41,3%	- 14,0%	61,59	56,76	+ 8,5%
Autres personnes morales	130,74	343,26	337,55	38,1%	+ 14,7%	299,30	286,00	+ 4,6%
Retours Prêts Personnes morales (C)	226,40	564,33	537,25	40,1%	+ 8,2%	521,72	498,68	+ 4,6%
Retours Prêts Personnes physiques (D)	337,16	660,09	631,98	51,1%	- 11,3%	743,79	727,17	+ 2,3%
Retours Prêts (C+D)	563,56	1 224,42	1 169,23	46,0%	- 3,2%	1 265,51	1 225,86	+ 3,2%
Ressources P(S)EEC hors emprunt (B+C+D)	582,19	2 476,08	2 419,06	23,5%	- 1,7%	2 519,74	2 474,33	+ 1,8%
Emprunt CDC (E)	78,36	57,08	483,82	137,3%	- 89,0%	518,19	518,13	+ 0,0%
Ressources P(S)EEC y compris emprunt (B+C+D+E)	660,54	2 533,16	2 902,87	26,1%	- 16,6%	3 037,94	2 992,46	+ 1,5%

(*) Rapport entre les données intermédiaires arrêtées au 30 juin 2016 et les prévisions 2016 ajustées pour chaque agrégat.

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2016 ; recueils définitifs exercices 2015 et 2014)

Ce tableau montre que les ressources P(S)EEC hors emprunt CDC, initialement budgétées pour 2016 par les 14 CIL formant le champ réduit, ont été légèrement ajustées à la hausse à l'occasion de la présentation des données intermédiaires (2 419 millions d'euros anticipés en début d'année contre 2 476 millions d'euros désormais attendus pour la clôture). Par rapport aux prévisions initiales, les ajustements concernent essentiellement les retours de prêts en provenance des personnes physiques s'élevant à 660 millions d'euros alors qu'ils étaient initialement prévus à 632 millions d'euros.

Au 30 juin 2016, les ressources attendues pour l'exercice en cours et pour les organismes dont les données ont pu être exploitées, présentaient un taux de réalisation hors emprunt de 23,5%, comparable aux taux observés les années précédentes, et qui s'analyse en :

- ▶ un très faible niveau de réalisation de 2,9% pour la collecte brute (40 millions d'euros pour un niveau anticipé de 1 377 millions d'euros pour l'année) s'expliquant par le fait que le versement de la collecte intervient plutôt en fin d'année ;
- ▶ un niveau de réalisation de 40,1% pour les retours de prêts aux personnes morales et 51,1% pour les retours de prêts aux personnes physiques. Le retard apparent des retours de prêts des personnes morales peut s'expliquer par le fait que les financements au profit des personnes morales sont généralement débloqués au dernier trimestre de l'année et leurs annuités tombent donc principalement au second semestre plutôt qu'au premier semestre.

L'analyse du niveau de collecte brute perçue par organisme révèle une certaine hétérogénéité entre les organismes (voir Tableau 2.3 page 6). La collecte annuelle brute anticipée pour 2016 par les CIL répondants varie entre 2,3 millions d'euros pour le CIL DE LA MARTINIQUE et 244,0 millions d'euros pour le collecteur ASTRIA. Par rapport à 2015, ces organismes répondants tablent sur des variations de collecte comprises entre - 0,4% et + 1,1%, soit une évolution globale de + 0,4% correspondant à l'anticipation d'une relative stabilité de la collecte brute.

À l'instar de la collecte, l'analyse détaillée des retours de prêts par organisme (voir Tableau 2.4 page 6) met en évidence des situations contrastées. En effet, si la majorité des organismes répondants anticipe une baisse pour 2016, avec des évolutions prévisionnelles qui varient entre - 26,5% pour le CIL LOGEO et - 1,8% pour

ENTREPRISES-HABITAT, quelques exceptions notables sont relevées dont notamment celle d'ALIANCE TERRITOIRES qui prévoit une hausse de 17,8% par rapport à 2015. Il s'en suit néanmoins une évolution globale de - 3,2% qui confirme la tendance baissière des retours de prêts observée depuis quelques années.

Tableau 2.3 : Synthèse de la collecte brute perçue par organisme de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

Numéro ANCOLS	Désignation de l'organisme	Prévision 2016 ajustée	Prévision 2016 initiale	Variation 2016 ajustée / 2015	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014
3300010042	ALIANCE TERRITOIRES	126,92	126,89	+ 1,0%	125,69	123,57	+ 1,7%
6900010072	AMALLIA	155,29	155,29	- 0,1%	155,50	154,12	+ 0,9%
7500010033	ASTRIA	243,97	243,97	+ 1,1%	241,24	237,60	+ 1,5%
4400010015	CIL ATLANTIQUE	n.d.	n.d.	n.a.	36,38	35,49	+ 2,5%
9702010037	CIL DE LA MARTINIQUE	2,28	2,28	+ 0,0%	2,28	2,10	+ 9,0%
9400010014	CIL LOGEO	36,40	36,38	+ 0,4%	36,24	35,20	+ 3,0%
1300010079	CIL MÉDITERRANÉE	n.d.	n.d.	n.a.	53,08	51,69	+ 2,7%
3700010014	CIL VAL DE LOIRE	n.d.	n.d.	n.a.	36,12	35,71	+ 1,2%
7500010025	CILGERE	225,44	223,25	- 0,0%	225,45	222,35	+ 1,4%
6900010023	ENTREPRISES-HABITAT	49,09	49,09	- 0,0%	49,09	49,54	- 0,9%
7500010439	GIC	151,47	151,47	+ 0,0%	151,45	147,00	+ 3,0%
3100010036	GROUPE CILEO	64,33	63,67	- 0,1%	64,39	63,58	+ 1,3%
3500010016	INICIAL	35,28	35,21	+ 0,9%	34,97	33,78	+ 3,5%
7100010011	LOGEHAB	33,48	33,48	- 0,0%	33,49	32,90	+ 1,8%
2500010018	LOGILIA	n.d.	n.d.	n.a.	28,17	28,18	- 0,0%
1400010052	LOGILIANCE OUEST	47,42	47,32	- 0,4%	47,63	46,68	+ 2,0%
5700010027	PLURIAL ENTREPRISES	65,21	65,27	- 0,1%	65,28	64,85	+ 0,7%
9500010013	PROCLIA	140,69	140,69	+ 0,9%	139,49	138,75	+ 0,5%
7500010223	SOLENDI	n.d.	n.d.	n.a.	250,76	247,73	+ 1,2%
5900010181	ACTION LOGEMENT NORD	n.d.	n.d.	n.a.	64,70	64,47	+ 0,4%
Total champ réduit		1 377,27	1 374,27	+ 0,4%	1 372,20	1 352,01	+ 1,5%
Total données disponibles		1 377,27	1 374,27	+ 0,4%	1 841,41	1 815,27	+ 1,4%

n.d. : données non disponibles ou exclues.

n.a. : non applicable.

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2016 ; recueils définitifs exercices 2015 et 2014)

Tableau 2.4 : Synthèse des retours de prêts par organisme de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

Numéro ANCOLS	Désignation de l'organisme	Prévision 2016 ajustée	Prévision 2016 initiale	Variation 2016 ajustée / 2015	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014
3300010042	ALIANCE TERRITOIRES	137,36	130,61	+ 17,8%	116,60	118,28	- 1,4%
6900010072	AMALLIA	151,41	145,41	- 6,4%	161,78	146,01	+ 10,8%
7500010033	ASTRIA	192,96	187,49	- 4,3%	201,61	191,10	+ 5,5%
4400010015	CIL ATLANTIQUE	n.d.	n.d.	n.a.	37,02	35,64	+ 3,9%
9702010037	CIL DE LA MARTINIQUE	2,37	2,40	- 3,3%	2,45	2,75	- 10,9%
9400010014	CIL LOGEO	35,30	36,00	- 26,5%	48,02	42,66	+ 12,6%
1300010079	CIL MÉDITERRANÉE	n.d.	n.d.	n.a.	41,03	40,30	+ 1,8%
3700010014	CIL VAL DE LOIRE	n.d.	n.d.	n.a.	60,79	55,62	+ 9,3%
7500010025	CILGERE	234,01	201,60	+ 3,0%	227,13	238,50	- 4,8%
6900010023	ENTREPRISES-HABITAT	35,81	36,13	- 1,8%	36,47	36,00	+ 1,3%
7500010439	GIC	103,03	100,09	- 2,9%	106,11	97,87	+ 8,4%
3100010036	GROUPE CILEO	50,79	46,05	- 6,7%	54,41	52,64	+ 3,4%
3500010016	INICIAL	30,44	30,62	- 9,4%	33,62	32,81	+ 2,4%
7100010011	LOGEHAB	44,47	38,83	+ 4,4%	42,59	42,16	+ 1,0%
2500010018	LOGILIA	n.d.	n.d.	n.a.	30,84	33,02	- 6,6%
1400010052	LOGILIANCE OUEST	38,25	36,51	- 7,2%	41,23	43,03	- 4,2%
5700010027	PLURIAL ENTREPRISES	55,99	65,24	- 22,8%	72,51	65,67	+ 10,4%
9500010013	PROCLIA	112,25	112,25	- 7,2%	120,97	116,37	+ 4,0%
7500010223	SOLENDI	n.d.	n.d.	n.a.	208,43	176,89	+ 17,8%
5900010181	ACTION LOGEMENT NORD	n.d.	n.d.	n.a.	54,76	56,58	- 3,2%
Total champ réduit		1 224,42	1 169,23	- 3,2%	1 265,51	1 225,86	+ 3,2%
Total données disponibles		1 224,42	1 169,23	- 3,2%	1 698,39	1 623,89	+ 4,6%

n.d. : données non disponibles ou exclues.

n.a. : non applicable.

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2016 ; recueils définitifs exercices 2015 et 2014)

3 ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC EN 2016

Le montant prévisionnel total des emplois directs au titre de la P(S)EEC, observé au niveau des 14 collecteurs associés de l'UESL composant le champ réduit, devrait s'élever en 2016 à **1 870 millions d'euros**, soit une hausse de 3,0% attendue par rapport à 2015 (voir Tableau 3.1 ci-dessous), **résultat d'une hausse combinée des concours directs au profit des personnes physiques (+3,2%) et d'une hausse des financements directs au profit des personnes morales (+2,9%)**.

Tableau 3.1 : Synthèse des emplois de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

Rubriques	Champ réduit (14 CIL)						Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2016 ajustée	Prévision 2016 initiale	Variation 2016 ajustée / 2015	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014
Prêts Personnes morales et AFL	886,59	1 083,02	- 5,7%	940,64	870,51	+ 8,1%	1 232,20	1 142,46	+ 7,9%
Souscriptions de titres	185,35	192,98	+ 25,3%	147,96	141,96	+ 4,2%	219,24	198,64	+ 10,4%
Subventions versées Personnes morales	184,23	188,86	+ 39,9%	131,66	192,08	- 31,5%	175,99	235,61	- 25,3%
Concours totaux Personnes morales (A)	1 256,17	1 464,86	+ 2,9%	1 220,26	1 204,55	+ 1,3%	1 627,43	1 576,71	+ 3,2%
Prêts Personnes physiques	550,80	575,33	+ 3,4%	532,63	636,50	- 16,3%	729,70	847,55	- 13,9%
Subventions versées Personnes physiques	63,33	70,47	+ 1,5%	62,38	54,46	+ 14,5%	82,84	72,83	+ 13,7%
Concours totaux Personnes physiques (B)	614,13	645,80	+ 3,2%	595,01	690,96	- 13,9%	812,54	920,38	- 11,7%
Emplois directs des collecteurs (C = A+B)	1 870,30	2 110,66	+ 3,0%	1 815,27	1 895,51	- 4,2%	2 439,97	2 497,09	- 2,3%
Prêts Politiques Publiques Nationales (D)									
Subventions Politiques Publiques Nationales (E)	906,98	796,65	- 2,2%	927,70	893,63	+ 3,8%	1 250,68	1 193,43	+ 4,8%
Emplois P(S)EEC (C+D+E)	2 777,28	2 907,31	+ 1,3%	2 742,97	2 789,14	- 1,7%	3 690,66	3 690,52	+ 0,0%

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2016 ; recueils définitifs exercices 2015 et 2014)

En première analyse, les corrections apportées par les organismes à leur prévisions initiales révèlent un niveau d'emplois plus faible que ce qui avait été envisagé en début d'année lors du recueil des données prévisionnelles. Cet ajustement à la baisse traduit un ralentissement de la production à mettre en relation avec la réforme Action Logement qui suspend la réalisation de certains projets.

Dans le détail, pour le champ réduit, les concours directs aux personnes morales affichent une hausse de **2,9% par rapport à 2015**. Cette hausse résulte d'une croissance combinée des subventions (+ 39,9%) et des souscriptions de titres (+ 25,3%) atténuée par une baisse de 5,7% des prêts personnes morales.

Concernant le groupe Action Logement (cf. Tableau 3.2, page 8), les financements accordés aux personnes morales devraient atteindre 434 millions d'euros à champ réduit, soit 24,9 % de moins qu'en 2015. La hausse observée en 2015 pour ces mêmes organismes (+9,1%) étant inférieure à celle observée pour les 20 CIL (+11,8%), **les financements accordés au groupe Action Logement devraient donc atteindre au minimum 650 millions d'euros** en 2016 dont 560 millions d'euros⁸ pour les filiales et entreprises liées et 90 millions d'euros⁹ pour l'AFL.

Quant aux financements hors groupe Action Logement, ces derniers devraient s'élever à 822 millions d'euros en 2016 pour les 14 organismes dont les données sont exploitables, soit 28,1% de plus qu'en 2015. La baisse observée en 2015 de 4,8% étant proche de la baisse à champ exhaustif (-4,6%), **les financements hors groupe**

⁸ 560 ≈ 636,13 * (1 - 14,4%).

⁹ 90 ≈ 202,11 * (1 - 56,2%).

Action Logement ne devraient pas dépasser 1 000 millions d'euros en 2016 soit 120 millions d'euros¹⁰ au titre des autres participations et 880 millions d'euros¹¹ au titre des autres personnes morales.

Au global, la hausse de 1,3% déterminée en 2015 sur le champ réduit pour les financements accordés aux personnes morales étant inférieure à celle constatée sur les données exhaustives (+3,2%), l'augmentation réelle pour l'ensemble du périmètre en 2016 devrait se monter au minimum à 2,9%. Les concours aux personnes morales devraient donc atteindre environ 1 650 à 1 680 millions d'euros¹² en 2016.

Tableau 3.2 : Concours aux personnes morales de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

Rubriques	Champ réduit (14 CIL)						Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2016 ajustée	Prévision 2016 initiale	Variation 2016 ajustée / 2015	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014
Prêts	153,53	190,72	- 41,0%	260,18	202,28	+ 28,6%	365,34	301,76	+ 21,1%
Titres	185,35	192,98	+ 25,3%	147,96	141,96	+ 4,2%	219,24	198,64	+ 10,4%
Subventions	31,55	14,63	+ 29,5%	24,36	39,95	- 39,0%	51,54	52,03	- 0,9%
Filiales et autres entreprises liées (A)	370,43	398,33	- 14,4%	432,50	384,19	+ 12,6%	636,13	552,43	+ 15,1%
Prêts	63,99	68,47	- 56,2%	146,14	146,34	- 0,1%	202,11	197,10	+ 2,5%
Titres									
Subventions									
AFL (B)	63,99	68,47	- 56,2%	146,14	146,34	- 0,1%	202,11	197,10	+ 2,5%
Groupe Action Logement (C=A+B)	434,43	466,80	- 24,9%	578,65	530,53	+ 9,1%	838,23	749,54	+ 11,8%
Prêts	68,97	125,99	- 22,9%	89,46	77,30	+ 15,7%	130,64	99,16	+ 31,7%
Titres									
Subventions	14,45	29,85	- 37,9%	23,29	20,09	+ 15,9%	26,65	29,96	- 11,1%
Autres participations (D)	83,42	155,84	- 26,0%	112,75	97,40	+ 15,8%	157,29	129,13	+ 21,8%
Prêts	600,10	697,84	+ 34,9%	444,85	444,58	+ 0,1%	534,11	544,43	- 1,9%
Titres									
Subventions	138,22	144,38	+ 64,5%	84,01	132,04	- 36,4%	97,80	153,62	- 36,3%
Autres personnes morales (E)	738,32	842,21	+ 39,6%	528,87	576,63	- 8,3%	631,91	698,05	- 9,5%
Hors groupe Action Logement (F=D+E)	821,74	998,05	+ 28,1%	641,62	674,02	- 4,8%	789,20	827,18	- 4,6%
Concours Personnes Morales P(S)EEC (C+F)	1 256,17	1 464,86	+ 2,9%	1 220,26	1 204,55	+ 1,3%	1 627,43	1 576,71	+ 3,2%

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2016 ; recueils définitifs exercices 2015 et 2014)

Quant aux **emplois directs destinés aux personnes physiques**, ils devraient atteindre en 2016, pour le champ réduit, 614,1 millions d'euros, soit 3,2% de plus qu'en 2015. La variation constatée en 2015 sur les données exhaustives (- 11,7%) étant proche de celle observée sur le champ réduit (-13,9%), l'évolution prévue en 2015 pour les 20 CIL devrait donc, selon les données des collecteurs, se traduire par **une hausse de 3,2% environ, et les concours aux personnes physiques devraient ainsi avoisiner 830 millions d'euros¹³.**

Au total, **le montant prévisionnel global des emplois directs devrait donc être d'environ 2 510 millions d'euros**, soit 1 680 millions d'euros pour les personnes morales et 830 millions d'euros pour les personnes physiques.

Concernant le financement des politiques publiques nationales, la présentation des données du recueil prévisionnel ne permet pas de faire la distinction entre subventions au titre de l'APAGL et de la GRL, ces dernières sont donc comprises dans les subventions aux politiques publiques nationales.

¹⁰ 120 ≈ 157,29 * (1 - 26,0%).

¹¹ 880 ≈ 631,91 * (1 + 39,6%).

¹² 1 680 ≈ 1 627,43 * (1 + 2,9%).

¹³ 830 ≈ 812,54 * (1 + 3,2%).

Sous la réserve ci-dessus formulée, selon les données des collecteurs, l'impact des subventions pour le financement des politiques nationales Action Logement devrait atteindre 907 millions d'euros sur le champ réduit pour l'exercice 2016, soit une baisse de 2,2% par rapport à 2015.

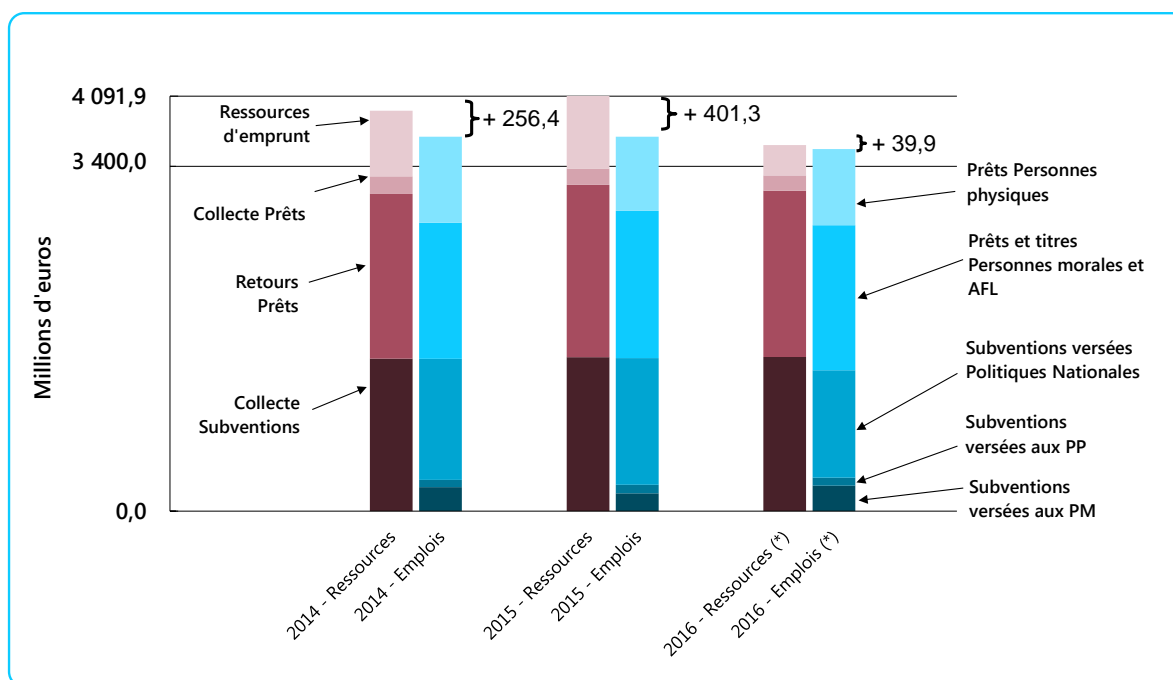
Les politiques nationales étant une composante exogène pour les organismes, les prévisions de ces derniers peuvent ne pas être réellement prédictives des niveaux qui seront réellement observés, compte tenu notamment des ajustements susceptibles d'être mis en œuvre par l'UESL. Sur la base de la Convention quinquennale 2015-2019 en date du 2 décembre 2014 entre l'État et l'UESL - Action Logement et modifiée par l'avenant n°1 du 21 juillet 2016, le montant des subventions pour le financement des politiques publiques nationales devraient s'élever à 1 059 millions d'euros (dont un financement de 850 millions d'euros pour l'ANRU, 100 millions d'euros pour l'ANAH et une contribution de 100 millions d'euros pour le FNAL) pour l'année 2016 et pour tous les CIL.

Au total, les financements prévus atteignent environ 3 569 millions d'euros pour 2016 (soit 2 510 millions d'euros au titre des emplois directs des collecteurs et 1 059 millions d'euros au titre du financement des politiques publiques nationales), pour un niveau de ressources attendues de 3 610 millions d'euros. L'évolution du niveau de la trésorerie sur l'exercice 2016 devrait donc se traduire par une légère hausse de 40 millions d'euros, sous réserve de l'effet des décalages de trésorerie.

4 SYNTHÈSE COMPARÉE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC

La synthèse des principaux flux de ressources et d'emplois de la P(S)EEC, hors gestion courante, sur la période 2014-2016 (voir Graphique 2) met en évidence un solde prévisionnel ressources - emplois positif de 40 millions d'euros pour la clôture 2016 faisant suite à des excédents positifs respectivement de 401,3 millions d'euros en 2015 et 256,4 millions d'euros en 2014.

Graphique 2 : Évolution comparée des ressources et des emplois de la P(S)EEC (données exhaustives)



Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2016 ; recueils définitifs exercices 2015 et 2014)

Sans tenir compte de l'impact de l'emprunt CDC, les ressources auraient connu une baisse de 1,7% sur l'année. Quant aux emplois, ils sont attendus en hausse de 1,3% par rapport à 2015, dans un contexte de réforme en cours du secteur.

5 ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DE LA TRÉSORERIE EN 2016

D'après les données prévisionnelles du champ réduit, le niveau de la trésorerie globale nette de la collecte devrait atteindre sur ce champ réduit 477 millions d'euros à fin 2016, soit une baisse de 48,9% par rapport à 2015 (voir Tableau 5.1 ci-dessous).

Tableau 5.1 : Synthèse de la trésorerie de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

Rubriques	Champ réduit (14 CIL)					Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2016	Variation 2016 / 2015	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014	Définitif 2015	Définitif 2014	Variation 2015 / 2014
Valeurs mobilières de placement nettes			801,58	598,98	+ 33,8%	878,11	649,42	+ 35,2%
Disponibilités nettes			1 402,28	1 341,70	+ 4,5%	2 068,86	1 917,44	+ 7,9%
Trésorerie globale (A)	1 743,87	- 20,9%	2 203,86	1 940,68	+ 13,6%	2 946,97	2 566,86	+ 14,8%
Collecte nette totale P(S)EEC	1 251,66	- 0,2%	1 254,23	1 248,47	+ 0,5%	1 679,03	1 677,59	+ 0,1%
Collecte nette totale PEAEC	15,64	- 4,0%	16,29	16,18	+ 0,7%	22,06	22,14	- 0,4%
Collecte nette totale (B)	1 267,30	- 0,3%	1 270,53	1 264,65	+ 0,5%	1 701,09	1 699,73	+ 0,1%
Trésorerie globale nette de la collecte (A-B)	476,56	- 48,9%	933,33	676,03	+ 38,1%	1 245,89	867,13	+ 43,7%

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2016 ; recueils définitifs exercices 2015 et 2014)

La hausse de 13,6% de la trésorerie globale constatée en 2015 sur le champ réduit étant légèrement moins forte que la variation déterminée à partir des données exhaustives (+ 14,8%), l'évolution prévue en 2016 pour les 20 CIL devrait donc, selon les données des collecteurs, se traduire par **une baisse avoisinant 20,9%, soit un montant de trésorerie globale prévisionnelle d'environ 2 300 millions d'euros¹⁴ pour l'ensemble des CIL.**

La **collecte nette totale anticipée pour le secteur** est constituée de la collecte P(S)EEC nette totale prévisionnelle de 1 680 millions d'euros calculée dans la deuxième section de la présente note, ainsi que de la prévision de collecte nette totale PEAEC (environ 20 millions d'euros¹⁵) obtenue en appliquant la quote-part des organismes du champ réduit dans la collecte nette totale PEAEC de 2015 (73,9%¹⁶) à la prévision 2016 ajustée de la collecte nette totale PEAEC de ces organismes (16,3 millions d'euros). La collecte nette totale devrait ainsi s'établir à **1 700 millions d'euros environ.**

Il s'en suit que la **trésorerie globale nette de la collecte attendue à la clôture s'établirait à 477 millions d'euros environ, en baisse de 48,9% par rapport au montant de 1 246 millions d'euros observé en 2015 pour l'ensemble des CIL.**

¹⁴ 2 300 ≈ 2 946,97 * (1 - 20,9%).

¹⁵ 20 ≈ 16,3 / 73,9%.

¹⁶ 73,9 ≈ 16,3 / 22,1.